



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 13 novembre 2014

SIB : CINQ EMPLOIS SAUVÉS... GRÂCE AUX SUBVENTIONS PUBLIQUES

Huit mois après la fermeture de la SIB au Port et le licenciement d'une trentaine de salariés, le groupe Marbour (qui contrôle Edena, Soboriz et Huiles de Bourbon) s'est porté candidat à la reprise d'une activité de stockage sur le site occupé par la SIB. Cinq travailleurs de cette entreprise seront repris par Logsymar, une filiale de Marbour, cette année. Quatre autres pourraient retrouver du travail dans d'autres filiales du groupe l'an prochain.

Si on ne peut que se réjouir de voir ces travailleurs privés d'emploi retrouver un travail, il n'en reste pas moins qu'une vingtaine de salariés de la SIB reste toujours sans emploi.

A cela s'ajoute que ce résultat n'a été obtenu qu'en échange de nouvelles subventions publiques négociées dans le cadre d'un plan de « redynamisation » économique en présence du maire du Port et attribuées à Marbour qui se verra gratifier d'une aide de 10 000 euros par emplois créé pendant trois ans !

On peut ainsi constater qu'aux pratiques écœurantes du groupe Colgate Palmolive succèdent celles pas plus ragoûtantes du groupe Marbour.

Les capitalistes ne créent pas d'emplois aujourd'hui. Ils en détruisent de plus en plus et quand ils prétendent en créer, c'est avec les fonds publics.

MANIFESTATION DE CHÔMEURS À SAINT BENOÎT



Plusieurs dizaines de jeunes chômeurs du quartier de Bras Fusil ont manifesté mercredi devant les bureaux de la Cirest pour obtenir des emplois aidés, rappelant que 10 000 de ces emplois mis à disposition par l'Etat auprès des collectivités ne sont toujours pas consommés.

A Saint Benoît le chômage touche plus de 40 % de la population en âge de travailler et un pourcentage encore plus élevé parmi les jeunes. Ces derniers ont donc tout à fait raison de se mobiliser pour obtenir un emploi. A leur demande, le président de la Cirest, Jean-Paul Virapoullé a répondu qu'il ne négociait pas sous la pression. Il y a peu lors de la manifestation de la mairie de Saint André d'employés communaux qu'ils venaient de licencier, il avait déclaré que ce n'était pas aux communes de créer de l'emploi, mais au secteur privé. Une façon de se laver les mains du problème de l'emploi en renvoyant à d'autres la patate chaude.

En fait ce monsieur qui sait « ronfler » sur les plateaux de télévision, se défile dès que le mécontentement de la population commence à lever. Les jeunes chômeurs de saint Benoît ont raison de manifester leurs exigences et c'est en maintenant la pression qu'ils obtiendront satisfaction. Ceci dit ils auraient tout intérêt aussi à se méfier des Mouen et autres Alin qui se présentent comme leurs porte parole. Ce dernier, ancien candidat du Front national sur Saint Benoît, défend une politique qui consiste à diviser les travailleurs entre eux.

La CGTR quant à elle exige que la totalité des emplois d'avenir et aidés disponibles soient immédiatement attribués à ceux et à celles qui en manquent cruellement, mais plus généralement que tout un chacun ait le droit à un emploi pérenne.

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

UN RAPPORT DE PLUS QUI NE CHANGERA RIEN

Deux sénateurs, Michel Vergoz (PS) et Eric Doligé ont rédigé un rapport sur le niveau de vie dans les Outre Mer. Sans surprise il ressort de cette étude que les DOM sont à la traîne sur l'hexagone dans le domaine de l'emploi, des revenus ou de l'éducation. Ainsi à la Réunion, 27,8% des jeunes âgés de 18 ans éprouveraient des difficultés de lecture. Le revenu moyen par habitant est inférieur de 42,8 % à celui de métropole si bien que les « dépenses contraintes » (logement, transport, alimentation) représentent un poids bien plus important dans le budget des familles ouvrières des DOM, d'autant plus que le coût de la vie y est supérieur à celui de l'hexagone.

Enfin il ressort de ce document que, si le pourcentage des emplois publics dans les DOM (30 %) est légèrement supérieur à celui de métropole (26 %), ce n'est pas parce qu'il y a plus de fonctionnaires dans ces territoires, mais à cause de l'insuffisance de créations d'emplois dans le secteur privé !

Ce constat met donc en lumière la responsabilité directe du patronat dans l'état catastrophique de l'emploi dans les DOM, alors même que celui-ci bénéficie d'aides bien supérieures à celles déjà considérables octroyées au patronat métropolitain depuis des années par ces gouvernements dirigés par... le PS ou l'UMP auxquels appartiennent Vergoz et Doligé !

Ces deux sénateurs se gardent bien de remettre en cause les politiques en faveur du patronat qui ont été menées ces dernières décennies par leurs gouvernements respectifs. Ils ne trouvent pas mieux à proposer que de diminuer la prime de vie chère pour les futurs fonctionnaires et d'imposer des mesures d'austérité pour les classes populaires afin de continuer à épargner le patronat, seul responsable de la vie chère et du chômage.

CHAMBRES D'AGRICULTURE : OFFENSIVE PATRONALE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Dans une pétition circulant dans les services des Chambres d'agriculture, les CGT de France et des DOM s'opposent au projet d'accord-cadre national sur l'organisation du temps de travail dans les Chambres d'agriculture. Les salariés refusent la perte de jours RTT, dont ils ont financé la moitié du coût à l'occasion de leur mise en place en 2000.

Ils refusent aussi la perte des jours de fractionnement, disposition du Code du Travail reprise dans le Statut du personnel des Chambres d'agriculture ainsi que la perte des jours de congés supplémentaires existant dans certaines chambres, définis localement (« jours Président »), dont le nombre a déjà été réduit lors du passage aux 35 heures. Ils s'opposent à la mise en place de forfaits jours, dispositif inadapté à leurs métiers et à leurs missions de service public, qui font que les salariés sont contraints par des horaires collectifs d'équipe et d'accueil du public.

Enfin, ils refusent de perdre les jours de congés pour ancienneté et se déclarent scandalisés par le passage en force de l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture) et demandent par conséquent l'abandon de ce projet d'accord-cadre sur le temps de travail.

LES PATRONS PLEURENT LA BOUCHE PLEINE

Trois syndicats patronaux, dont le Medef, projettent une semaine d'action début décembre parce que, dit un de leurs porte-parole, sans rire, « il y a un vrai ras-le-bol, il y a un vrai sentiment de colère, les patrons n'en peuvent plus »... malgré les 40 milliards du pacte de responsabilité, que ces patrons empochent sans état d'âme.

Il y a tout juste un an, ils avaient déjà critiqué le gouvernement socialiste. Et miracle, quelques semaines après, Hollande annonçait le pacte de responsabilité. Les patrons ont compris la combine : ils crient, le gouvernement obtempère sur le champ. Pourquoi s'arrêteraient-ils ?

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.
Venez nombreux !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68